Question écrite au Vice-premier ministre et ministre de l'Emploi, de l'Économie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur sur « Droit individuel à une journée de formation par an » - 7/05/2015

La formation professionnelle participe sans aucun doute à la réussite d'une entreprise. Face à l'explosion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, face à l'accélération des évolutions techniques et sociétales, face à une concurrence de plus en plus rude, elle est un véritable outil qui permet de stimuler les compétences, de renforcer les capacités des travailleurs et d'accroître in fine les performances de l'entreprise. Convaincu qu'il faut investir sérieusement dans le capital humain pour augmenter la compétitivité des entreprises, le gouvernement précédent a soutenu une des mesures phares inscrites dans le pacte pour la compétitivité, l'emploi et la relance qui consiste à octroyer un véritable droit individuel à un jour de formation par an à tout travailleur. Cette proposition visait à aider les entreprises à consacrer 1,9 % de leur masse salariale à la formation à leurs salariés qui est, en fait, la norme fixée par l'Europe. - J'aimerais savoir si cette proposition est partagée par le gouvernement fédéral actuel? - Envisagez-vous de développer et de concrétiser ce droit à une formation professionnelle? - Dans la négative, quels sont vos objectifs de formation à destination des travailleurs? - Des efforts seront-ils déployés? - Est-ce que vous avez déjà pu discuter avec les partenaires sociaux de vos initiatives en la matière? - Enfin, les entreprises en difficulté et en restructuration feraient-elles l'objet d'une attention particulière dans votre politique de formation?

Réponse du Ministre :

Le pacte de compétitivité et la loi du 15 mai 2014 exécutant le pacte de compétitivité, d'emploi et de relance ont pour objectif de démocratiser l'accès aux formations. Les secteurs sont désormais obligés de conclure une convention collective de travail qui prévoit au moins l'équivalent d'un jour de formation par an et par travailleur. Certains secteurs ont, à ce jour, déjà conclu de telles conventions collectives de travail. Il est important que les formations ne soient pas uniquement suivies en raison de l'obligation imposée. Il est indispensable que les secteurs et les entreprises développent à long terme une réelle politique en matière de formation. L'obligation de prévoir un jour de formation par an et par travailleur est prise en compte dans les augmentations par une convention collective de travail de soit au moins 0,1 point de pourcentage chaque année, soit au moins de relever annuellement de 5 points de pourcentage le taux de participation à la formation, conditions qui sont imposées par l'article 30 de la loi du 23 décembre 2005. Un arrêt de la Cour constitutionnelle du 23 octobre 2014 a estimé que l'article 30 de la loi du 23 décembre 2005 violait les articles 10 et 11 de la Constitution, à cause du fait que la sanction est même prévue pour des entreprises des secteurs sans accord sectoriel qui font preuve qu'elles ont fait des efforts de formations suffisantes au niveau de l'entreprise. Suite à cet arrêt, le projet d'AIP (accord interprofessionnel) a prévu de suspendre pour les années 2015 et 2016, l'obligation pour les secteurs de conclure une CCT prévoyant des efforts supplémentaires en matière de formation en vertu de l'article 30 précité ainsi que la sanction y afférente. La loi concernant la promotion de l'emploi qui vient d'être publiée exécute cette suspension temporaire. Avant de formuler des conclusions concernant le futur des obligations de formation, il serait préférable que nous attendions les résultats des travaux du groupe d'experts. L'accord de gouvernement indique par ailleurs clairement: "À cet égard, les objectifs de formation existants seront modernisés pour arriver à

une augmentation effective et contraignante des efforts de formation, par exemple, par la formulation d'un nouvel objectif pour stimuler la formation dans les entreprises, avec une responsabilité partagée et renforcée des travailleurs et des employeurs. À cette fin, il sera examiné si les efforts de formation seront intégrés dans un compte carrière pour chaque travailleur." Le gouvernement demandera aux partenaires sociaux de développer une nouvelle méthodologie dans le cadre de ce dossier.